

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour publication immédiate

DEPUIS TOUJOURS, LE QUÉBEC ACCUSE UN RETARD DE PRODUCTIVITÉ

Montréal, le 10 septembre 2013 – Les problèmes du Québec sur le plan de la productivité ne datent pas d’hier. Une étude dévoilée aujourd’hui par le Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal révèle en effet que le Québec accuse à cet égard un retard depuis son entrée dans la Confédération canadienne. « Le portrait qui se dégage de cette recherche portant sur l’évolution historique de la productivité au Québec est plutôt décevant, déclare le chercheur, Vincent Geloso qui finalise actuellement un doctorat au London School of Economics. Elle nous apprend notamment que depuis 1870, la province affiche des niveaux de productivité qui sont systématiquement inférieurs à ceux observés en Ontario et, en règle générale, dans l’ensemble du pays. Par conséquent, son niveau de vie a pris la même tangente et demeure toujours inférieur à celui du reste du Canada. »

Les résultats de cette recherche permettent non seulement de mieux comprendre l’histoire économique du Québec et d’en délimiter les périodes de développement, mais aussi de mieux cerner quelles sont les politiques publiques les plus susceptibles de favoriser le développement économique de la province.

Des périodes plus prospères

D’entrée de jeu, un premier constat s’impose : du début de la Confédération jusqu’à la Seconde Guerre mondiale, la santé économique du Québec a légèrement décliné ; elle stagne même depuis 1975. Toutefois, l’étude révèle aussi que la province a connu des périodes plus prospères, notamment entre 1945 et 1975. Et, fait remarquable, même si tout le Canada a alors bénéficié du boom économique de l’après-guerre, l’essor du Québec a été d’une telle ampleur que la province a pu effectuer un certain rattrapage par rapport au reste du pays. Comment expliquer cette remontée spectaculaire ?

« Au cours de cette période, le pouvoir que l’Église exerçait sur la vie économique et sociale du Québec s’est progressivement érodé et de nouvelles institutions ont commencé à transformer le milieu des affaires, explique Vincent Geloso. Longtemps reconnue pour son rôle de générateur de conflits entre anglophones et francophones – dont les répercussions engendraient une plus grande pauvreté chez les francophones –, l’Église a perdu une part importante de son influence lorsque les différends se sont atténués entre les deux groupes linguistiques. Au même moment, l’État était plus ou moins engagé dans la vie économique de la province. Et, résultat intéressant, c’est justement lorsque les obstacles à l’activité économique et à l’expression des préférences des individus ont été les moins élevés au Québec que la province a connu une croissance économique étonnante, probablement la meilleure de son histoire. »

Plus spécifiquement, la période de 1945 à 1960 sera marquée par l'exode massif des francophones vers les centres urbains et par l'abandon des industries primaires, comme l'agriculture. Alors qu'en 1941, près de 30 % des francophones travaillaient dans le secteur primaire, cette proportion chute à 12 % en 1961. Les travailleurs se déplacent ainsi progressivement vers de nouvelles activités économiques telles que les services, l'administration, le commerce et les finances. Cette migration des travailleurs vers de nouveaux secteurs plus productifs de l'économie permettra justement au Québec de voir sa productivité augmenter rapidement.

Une révolution décevante

Autre constat éloquent : l'étude révèle que depuis les années 1970, le niveau de vie réel des Québécois a été artificiellement stimulé par l'impact des transferts fédéraux et surestimé en raison des changements qui se sont produits dans la structure des ménages au Québec. Ainsi, l'analyse montre que par rapport à l'Ontario, le Québec accuse un retard de 20 % depuis 1976. Dans les faits, le revenu des Québécois ne représentait à cette époque que 77 % de celui des Ontariens, et selon les dernières données disponibles, cette proportion serait aujourd'hui de 78 %.

« Ainsi, lorsqu'on examine la situation de plus près, on constate que, contrairement à la croyance populaire, le niveau de vie des Québécois stagne depuis le milieu des années 1970 si on le compare à celui des autres Canadiens, poursuit Vincent Geloso. Cette étude montre aussi clairement que la période la plus prospère qu'a connue le Québec correspond à l'intervalle entre le déclin de l'emprise de la religion et les débuts d'un État interventionniste, soit de 1945 à 1960. Autrement dit, l'histoire nous révèle que c'est lorsque les acteurs économiques ont subi le moins de contrôle et ont pu faire preuve d'innovation que les performances économiques du Québec ont été à leur meilleur. À la lumière de ces résultats, il y a sûrement lieu de se questionner sur les effets pervers de certaines politiques gouvernementales sur le développement économique du Québec et de s'interroger notamment sur la lourdeur de ses réglementations et de sa fiscalité », conclut le chercheur.

Pour en savoir plus :

- Consultez le rapport [Une perspective historique sur la productivité et le niveau de vie des Québécois - De 1870 à nos jours](#) ;
- Téléchargez le communiqué de presse [en anglais](#).

À propos du Centre sur la productivité et la prospérité

Créé en 2009, le Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal mène une double mission. Il se consacre d'abord à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme principaux sujets d'étude le Québec et le Canada. Ensuite, il veille à faire connaître les résultats obtenus en organisant des activités de transfert, de vulgarisation et, ultimement, d'éducation. Pour en apprendre davantage sur le Centre, visitez le www.hec.ca/cpp.

- 30 -

Source :

Liette D'Amours

Responsable des relations médias

Tél. : 514 649-2347

info.cpp@hec.ca